



PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

Direction
des Collectivités et de la Citoyenneté
Pôle Réglementation
greffe (tel:05.46.27.44.26)
Cité adm DUPERRE
5 Place des CORDELIERS 17026 LA ROCHELLE cedex 1

Le numéro
W751182823 est à
rappeler dans toute
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W751182823**

Ancienne référence
de l'association :
182823

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Préfet de la Charente-Maritime

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **30 mai 2023**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

SIEGE, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

MORAMOUR

dont le nouveau siège social est situé : 6 rue de l'Electricité
17000 La Rochelle

Décision(s) prise(s) le(s) : **25 mars 2023**

Pièces fournies : Procès-verbal
Statuts

La Rochelle, le 30 mai 2023

Le Préfet

Le Préfet,
pour le Préfet,
La cheffe de bureau

Ludivine PETITGAS

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.